

II. Le rôle des mémoires, histoires, nationalités et développements socio-culturels séparés dans les relations actuelles entre Églises

par Nicolas LOSSKY

C'est, bien entendu, par rapport au monde orthodoxe que le sujet proposé sera traité ici.

Comme chacun sait, les orthodoxes ont la mémoire longue. Ainsi par exemple, l'on dit souvent que l'Église orthodoxe est « l'Église des sept conciles œcuméniques ». C'est une manière de signifier que chaque génération est appelée à « recevoir » ces conciles et à demeurer, pour son propre temps, fidèle à la « foi de Nicée », et par là, à rester en continuité directe avec les temps apostoliques, à vivre aujourd'hui la Pentecôte, toujours actuelle dans l'Église. De même, par la tradition liturgique syro-byzantine qui est actuellement la sienne, l'Église orthodoxe garde un contact avec la tradition patristique et conciliaire. Également, les canons antiques restent actuels, ce qui explique l'attachement des orthodoxes aux « privilèges » des sièges épiscopaux anciens (Rome, la Nouvelle Rome, etc.).

À côté de ces aspects positifs de la longue mémoire des orthodoxes, il existe une sorte de « revers de la médaille », si l'on peut dire. Un exemple frappant, et dont beaucoup d'occidentaux ne sont souvent pas conscients, est la « mémoire » du sac de Constantinople par les Croisés en 1204, avec l'installation d'un Empire latin et d'un patriarche latin dans cette capitale, ce qui équivalait à une « désimpérialisation » et surtout à une « désecclésialisation ». Pour cette dernière, on se souvient qu'il y avait eu un précédent à Antioche en 1098, avec installation d'une hiérarchie parallèle en 1100.

Cette mémoire historique reste encore vivante surtout dans le monde populaire grec, où les catholiques d'aujourd'hui sont ressentis comme étant les descendants des « Latins » des XII^e et XIII^e siècles. Mais par-delà le monde populaire grec, on trouve plus largement dans l'univers populaire des territoires traditionnellement orthodoxes une tendance à concevoir ces événements du passé, auxquels d'autres sont ajoutés, comme ayant une sorte de valeur symbolique du vieux contentieux entre catholiques et orthodoxes.

Il est évident qu'ici doit intervenir une distinction entre la mentalité des gens simples, non instruits, sinon par les « mythes » hérités dans

une transmission « légendaire » de l'histoire, et l'attitude de ceux qui connaissent l'histoire et lui reconnaissent par conséquent la capacité d'évoluer. La coexistence de ces deux catégories de gens rend particulièrement difficile la tâche de ceux des « instruits » qui sont engagés sérieusement dans le mouvement œcuménique et qui savent que les catholiques d'aujourd'hui condamnent tout autant que les orthodoxes le sac de Constantinople, par exemple.

Un exemple particulièrement frappant de cette difficulté peut être constaté en ce moment en Russie où des raisons historiques beaucoup plus récentes sont là pour expliquer un anti-œcuménisme populaire non négligeable. Aux yeux de beaucoup, l'activité œcuménique à l'échelle internationale est assimilée à la période soviétique durant laquelle ceux qui avaient le droit de voyager à l'étranger étaient souvent mal vus du peuple. On ne pouvait en effet se rendre à l'étranger qu'avec la « bénédiction » du Ministère des Affaires Étrangères, et pour les gens d'Église, cette « bénédiction » était doublée de celle du Conseil pour les Affaires Religieuses. Il leur était souvent fait obligation de payer un tribut en prononçant un discours dicté par la politique étrangère de l'Union soviétique, ce qu'ils faisaient la plupart du temps en cherchant à faire comprendre à leurs interlocuteurs occidentaux que leur langage était un langage d'otages et non pas l'expression de leurs propres convictions « anti-capitalistes » et « anti-impérialistes ». Ce « compromis » a permis à beaucoup d'entre eux d'établir des relations authentiquement œcuméniques avec les chrétiens du monde et ainsi de servir l'Église.

Mais dans le peuple, ils étaient souvent ressentis seulement comme des « privilégiés qui voyagent ». A présent que l'Église est plus ou moins libre, beaucoup de gens simples disent en toute bonne foi : « l'œcuménisme était une obligation imposée par l'État soviétique qui n'est plus. Alors, pourquoi continuer cette comédie d'un dialogue avec les hérétiques ? ». Faut-il ajouter que ces reproches venus d'un passé récent se conjuguent avec des souvenirs plus anciens : le sac de Constantinople, le Concile (ou « Union », comme on dit en russe) de Florence de 1438-39, l'Union de Brest-Litovsk de 1596 ? A cela s'ajoutent les difficultés actuelles entre orthodoxes et catholiques de rite oriental ou latin (inutile de dire que le fameux texte de la Commission pontificale « Pro Russia » n'est guère connu du peuple et que par ailleurs ses principes ne sont pas toujours appliqués sur le terrain). Par ailleurs, l'anti-œcuménisme est entretenu par des représentants de « l'Église Russe Hors Frontières » pour qui l'œcuménisme n'est ni plus ni moins que « l'hérésie du xx^e siècle ».

Tout ceci explique que les responsables de l'Église orthodoxe de Russie se voient obligés de tenir compte de cette hostilité et d'agir avec une grande prudence. Il ne faut pas oublier que pour « éclairer » le peuple, ils manquent cruellement de cadres et ceux qui existent, si remplis qu'ils soient de bonne volonté, sont souvent peu ou mal formés.

Venons-en aux problèmes causés par les nationalités qui s'aggra-

veront avec la montée des nationalismes au XIX^e siècle et leur recrudescence au XX^e.

Pourrait ici être avancée l'idée, certes discutable, que les racines du problème pour le monde orthodoxe apparaissent dans un passé lointain. On pourrait en effet évoquer, un peu audacieusement, le cas de la Bulgarie au IX^e siècle. La question pourrait être posée de savoir s'il s'agit d'un problème de nationalité ou plus simplement de l'ambition d'un prince. Mais s'il s'agit de cette dernière, elle semble bien avoir été à l'origine de la nationalité comme problème pour l'unité de l'Église. Rappelons qu'en 865, le prince Boris reçoit le baptême de Constantinople, l'empereur Michel III étant son parrain. C'est la recherche à tout prix de l'autocéphalie pour son territoire, en s'adressant tour à tour à Constantinople et à Rome (qui envoie des missionnaires francs) qui nous semble contenir les germes d'un certain « nationalisme », bien avant la lettre évidemment¹.

Brûlons les étapes. Au XIX^e siècle, c'est encore la Bulgarie qui va provoquer une crise dans l'orthodoxie, crise qui se résoudra par la condamnation du « nationalisme ecclésiastique » sous le nom de « phylétisme » (de « phylé » : tribu, membres de la même race, ethnie...) qui consiste en une identification du christianisme orthodoxe avec un groupe ethnique ou « national » au sens de l'époque, celle de la montée des nationalismes. La condamnation fut prononcée par un synode tenu à Constantinople en 1872, reçu par toutes les Églises orthodoxes, en réponse à la revendication des Bulgares d'une juridiction sur tous leurs « nationaux » à travers le monde. Il s'agissait donc d'un rappel de l'important principe *territorial* et non pas national de l'ecclésiologie orthodoxe qui se fonde sur les implications des expressions pauliniennes telles que « l'Église de Dieu qui est à Corinthe », etc., et qui impliquent qu'en un lieu, un territoire, tous les chrétiens, quelle que soit leur appartenance ethnique, sont rassemblés en une seule eucharistie.

Si le phylétisme a bien été condamné par tous les orthodoxes, il a malheureusement tendance à reparaître ici et là dans l'orthodoxie d'aujourd'hui. Un exemple nous en a été fourni durant la période soviétique par certains écrits dans l'Église de Roumanie. On comprendra aisément que dans le contexte historique qui faisait de ce pays un satellite de l'U.R.S.S., des propos de tendance phylétiste, interprétant le terme de « nations » du Nouveau Testament dans un sens nationaliste, aient été publiés dans un souci de défense vis-à-vis du « Grand Frère » dominateur. Il est intéressant de constater que ces discours d'hommes d'Église étaient très proches, *mutatis mutandis*, de ceux que tenait N. Ceaucescu sur l'identité roumaine dans le but de préserver une certaine indépendance de la Roumanie au sein du bloc de l'Est. Peut-être pourrait-on voir quelques séquelles de cette situation, aujourd'hui

1. Pour les détails, voir par exemple, David Knowles-Dimitri Obolensky, *The Christian Centuries*, Vol. 2 *The Middle Ages*, Londres, 1969, en particulier pp. 302-305.

révolue, dans les difficultés actuelles entre l'Église de Roumanie et l'Église de Russie à propos de la Moldavie (où le conflit juridictionnel est certes dû également à d'autres causes d'ordre historique mais la note « nationaliste » n'est pas totalement absente)².

Pour ce qui concerne la défense de l'identité culturelle vis-à-vis de tendances « impérialistes », on pourrait aussi remonter assez loin dans le passé et citer le cas de l'Arménie et sa non-acceptation du dogme du Concile de Chalcédoine. Il est difficile de nier que si les Arméniens se sont finalement retrouvés dans le camp pré-chalcédonien, c'est dû au moins en partie, non seulement à des considérations d'ordre théologique, mais aussi à une résistance contre ce qui était ressenti comme un « impérialisme culturel », et donc politique, de Byzance. D'où la nécessité de préserver l'identité culturelle arménienne³.

Il existe aujourd'hui un exemple d'une certaine domination culturelle au sein même de l'un des Patriarcats du monde orthodoxe. Il s'agit du Patriarcat de Jérusalem dont le clergé est hellénophone et la liturgie est célébrée en grec, alors que la plupart des fidèles sont arabes et arabophones. On peut constater là un non-respect d'une culture à l'intérieur d'une seule et même Église, ce qui est pour le moins peu conforme à l'esprit traditionnel de l'évangélisation orthodoxe. Cette situation provoque des tensions. En effet, il se trouve que les gréco-catholiques de Jérusalem ont la sagesse d'utiliser la langue arabe, ce qui tout naturellement entraîne des conversions. Ceci vient ajouter aux tensions existant par ailleurs entre les orthodoxes et les catholiques, les orthodoxes se plaignant du « prosélytisme » catholique. Ceci semble expliquer largement l'attitude anti-œcuménique du Patriarcat de Jérusalem.

Il faut à présent évoquer des exemples de développements historiques, nationaux, socio-culturels qui portent aujourd'hui des fruits tragiques.

Un cas évident est celui de l'Ukraine. Il s'agit d'une vieille histoire. Faut-il rappeler que Kiev fut le cœur même de la Russie (ou de la Rus', comme on préfère dire aujourd'hui ; Rus' est le vieux mot pour Russie) ? Avec le déplacement progressif du « centre » vers le nord — Moscou, Saint-Petersbourg, puis retour à Moscou durant la période soviétique — l'Ukraine s'est vue « marginalisée » (le nom même « Ukraina » a en russe des connotations de « marge », de « bordure », de « frange »).

Petit à petit se développe tout naturellement en Ukraine le sentiment d'une invasion culturelle et politique venue du nord dont la « russité » s'est transformée avec Saint-Petersbourg et l'occidentalisme du siècle des Lumières. Ce qui vient du nord « éclairé » est ressenti comme une « russification » imposée.

2. Voir *Service orthodoxe de presse* N° 175, février 1993, pp. 12-15.

3. Voir, par exemple, John Meyendorff, *Imperial Unity and Christian Divisions*, SVS, New York, 1989.

L'Ukraine a son propre «occidentalisme». Mais il est d'une autre nature, plus «traditionnelle», pourrait-on dire : il est lié à des relations avec la Pologne ; il est plus «scolastique» ; et en fin de compte, il est issu de Byzance. L'occidentalisme du nord est perçu comme étranger, puisqu'il représente avant tout une domination politique centralisatrice.

Le centralisme ne fait que s'aggraver avec Staline, ce qui amène tout naturellement le problème compliqué des relations entre orthodoxes et gréco-catholiques issus de l'Union de Brest-Litovsk de 1596. Tout le monde se souvient que ces derniers furent ramenés de force par Staline dans le giron de l'Église orthodoxe russe en 1946. Rappelons que bien évidemment, Staline s'est servi de l'Église pour effectuer cette conversion forcée et qu'il lui a tout mis sur le dos. (Aujourd'hui, le patriarche Alexis II a déjà à plusieurs reprises déclaré publiquement par écrit que les pasteurs de l'Église de Russie avaient à se repentir du fait de n'avoir pas résisté aux pressions du pouvoir durant la période de persécution). Avec le droit à l'existence restitué aux catholiques de rite oriental, on sait quels conflits se sont développés à propos des lieux de culte.

La situation en Ukraine est encore compliquée par la désunion entre les orthodoxes ukrainiens eux-mêmes : ceux — la majorité — qui veulent maintenir une seule «Église de Russie» et qui sont fidèles au métropolite Vladimir de Kiev ; ceux qui veulent une Église ukrainienne autocéphale autour de l'ex-métropolite de Kiev, Philarète, réduit à l'état laïc par l'épiscopat de l'Église de Russie, mais soutenu (semble-t-il de moins en moins ?) par le Président de la République ukrainienne ; les «autocéphalistes» auto-proclamés locaux et «hors-frontières»...

L'anti-moscovisme a des effets parfois contradictoires. Catholiques et orthodoxes se disputent les lieux de culte. Il en résulte des difficultés entre catholiques et orthodoxes au niveau mondial. Mais dans l'anti-moscovisme, les nationalistes ukrainiens des deux Églises sont souvent ligüés ensemble et mènent un combat commun. Ceci laisse entendre que pour ces nationalistes extrêmes au moins, l'appartenance ecclésiastique passe après le politique et le culturel. Il s'agit bien entendu d'un politique et d'un culturel négatifs, défensifs, et non pas d'un politique et d'un culturel qui pourraient contribuer à un rapprochement, à une réconciliation entre Églises⁴.

Il nous reste à évoquer le cas actuellement sans doute le plus tragique, bien connu de tous, celui de l'ex-Yougoslavie. Il s'agit là encore d'une histoire qui trouve des racines dans l'histoire passée, mais surtout dans l'histoire récente : celle de la Seconde Guerre mondiale et de la Yougoslavie de Tito. Comme chacun sait, on trouve dans cette région une coexistence de nombreuses cultures et de plusieurs confessions

4. Renseignements fondés sur des conversations privées en Russie.

et religions. La situation a été compliquée par des déplacements et des mélanges de populations.

Le résultat est l'état de guerre que l'on sait, avec une assimilation un peu rapide et simpliste de la Serbie, des « Serbes » (de *tous* les Serbes), aux combattants partisans de Milosevic, nostalgiques de la Yougoslavie, aujourd'hui éclatée. Il est tout aussi inexact et injuste de dire, comme le font trop souvent les médias, que « le peuple serbe » est responsable d'atrocités (auxquelles répondent « le peuple croate » et « les musulmans ») que de dire que tous les Allemands ont été nazis, ou que tous les Russes ont été communistes et « stalinien ».

Certes, on ne peut nier l'existence d'une haine séculaire entre Serbes et Croates, ni que cette haine se soit parfois exprimée sous forme de défense des confessions chrétiennes. Mais la dimension confessionnelle a été surtout utilisée comme étendard, comme flamme de guerre : il ne s'agit pas d'une véritable réalité doctrinale ou religieuse. Cela apparaît de façon de plus en plus évidente avec, en particulier, la multiplication des appels, ensemble et séparément, des responsables des Églises et de la communauté musulmane à la paix, appels comportant une dénonciation claire, nette et véhémement de la violence et des atrocités⁵.

Jusqu'ici, nous avons procédé essentiellement à une évocation de type descriptif. Il est difficile, cependant d'en rester là et de ne pas penser à des solutions positives, s'il y en a.

Pour moi, la *seule* solution passe par un retour à la conscience religieuse en profondeur. Un tel retour suppose un véritable « retournement », une « conversion », au sens qui ressort du dernier texte du Groupe des Dombes, *Pour la conversion des Églises* (Paris, Centurion, 1991).

Il s'agit de retrouver le sens de la « koinonía », terme très à la mode dans le dialogue œcuménique et néanmoins très utile. Il faut en effet comprendre « koinonia » comme la véritable, l'authentique *unité dans la diversité*. L'unité en Christ ne peut pas être « uniformité » ; elle ne peut être que *diverse*, si nous prenons tant soit peu au sérieux le fait que le Christ a manifesté Dieu comme absolument Un et non moins absolument Divers (cf. Jn 14-17), ce que saint Grégoire de Nazianze résume en une formule frappante bien connue : « que de l'unique divinité nous vienne une illumination unique, distincte dans l'union et unie dans la distinction, si paradoxal que ce soit » (Discours 28, Deuxième théologique, 1). L'unité est dans le Christ « le même hier, aujourd'hui et à jamais » (He 13, 8). Et s'il y a unité dans *ce* Christ, *tout le reste est diversité*.

Dans les facteurs qui nous occupent, il faut œuvrer pour une reconnaissance de plus en plus grande de la diversité des régions : des

5. Pour les déclarations, les appels à la paix, de l'Église orthodoxe de Serbie, voir les livraisons récentes du *Service orthodoxe de presse*, y compris le n° 175 de février 1993, pp. 3-4.

régions plutôt que des pays, car ces derniers ont tendance à encourager la jalousie des « souverainetés », à se défendre contre « l'ennemi » extérieur et parfois, pire encore, contre « l'ennemi intérieur ».

Mais cela ne suffit pas. Dans les exemples évoqués, ce qu'il faut promouvoir, c'est une reconnaissance de la légitimité d'une diversité à l'intérieur même des régions. Il s'agit de tendre vers une coexistence véritable de groupes ethniques, de cultures, de langues, de rites... Tout cela, idéalement, dans une seule communion.

Ceci suppose, bien entendu, le problème ecclésiologique résolu au plan théologique — nature de la primauté, exercice de celle-ci, nature de l'épiscopat — ainsi que le respect des « territoires » (diocèses, métropoles, régions...) dans un esprit d'authentique conciliarité. En d'autres termes, il faut encore renforcer notre prise très au sérieux du travail œcuménique, multilatéral et bilatéral, sur le plan doctrinal et ecclésiologique.

Pour nous orthodoxes, il s'agit de lutter pour surmonter nos tendances « phylétistes » qui aujourd'hui se manifestent surtout dans la coexistence de multiples juridictions de « nationaux » en un seul lieu. Il faudrait que se développent des situations comparables à celle qui régnait parmi les orthodoxes en Amérique avant 1917 : une diversité ethno-culturelle et linguistique dans l'unité synodale d'une seule communion, expression de la « koinonia » au sens fort.